

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 15/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE**

1765 AV HENRI SCHNEIDER  
ZAC DE GAULNES  
69330 Jonage

Références : UDR-SSDAS-25-328-FM  
Code AIOT : 0003201758

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE implanté 1765 AV HENRI SCHNEIDER ZAC DE GAULNES 69330 Jonage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE
- 1765 AV HENRI SCHNEIDER ZAC DE GAULNES 69330 Jonage
- Code AIOT : 0003201758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Boehringer Ingelheim de Jonage a été construit de 2018 à 2022. Il est actuellement en phase de mise en service. La production des premiers lots de vaccins pour animaux contre le virus de la fièvre aphteuse est prévue pour février 2026. Le site de Jonage, qui emploie actuellement 150 personnes, est dédié à la production d'antigènes en vrac pour la fabrication de vaccins.

### Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Programme de contrôle	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3-V	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Surveillance de marché	Règlement européen du 15/05/2014, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En résumé, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection **sous 2 mois** les documents suivants :

- la liste des équipements sous pression conforme aux prescriptions de l'article 6-III de l'arrêté du 20/11/2017;
- le programme de contrôle du tronçon enterré de la tuyauterie du fabricant CORETEC n° de fabrication 150-GN-001 entre le poste de livraison GrDF et la sortie de sol devant la chaufferie ainsi que les informations relatives au système mis en place pour protéger ce tronçon de la corrosion ;
- la justification du bon dimensionnement du disque de rupture protégeant la cuve de stockage « EPPI non confinée » du fabricant Chalvignac Industries n° de fabrication R714.000 - 20 m<sup>3</sup> contre les risques de surpression ;
- la déclaration UE de conformité selon la directive 2014/68/UE de la tuyauterie du fabricant Collard Trolart « Nourrice DN 400 » n° de fabrication C2002020.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>
<b>Article 6-III</b>

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

#### **Constats :**

L'analyse de la liste des équipements sous pression appelle de la part de l'Inspection les observations suivantes :

- les doubles-enveloppes des autoclaves de décontamination et de stérilisation avec les caractéristiques suivantes  $PS > 0,5$  et  $PS \cdot V \leq 200$  bar.l ne sont soumises aux contrôles de suivi en service de l'arrêté du 20/11/2017, elles ne doivent donc pas figurer dans la liste ;  
- il manque la colonne régime de surveillance, cette dernière doit préciser l'un des cas suivants (liste non exhaustive) :

- chapitre I de l'AM du 20/11/2017 (= suivi sans plan d'inspection);
- chapitre II de l'AM du 20/11/2017 (= suivi avec plan d'inspection), et dans ce cas préciser la référence du plan d'inspection avec l'indice de révision;
- pour les tuyauteries, la référence du programme de contrôle avec l'indice de révision ;
- pour les équipements sous pression (récipients, générateurs de vapeur) munis en service normal de dispositifs d'isolation thermique selon le guide AQUAP 2005/01 rév. 04, la référence du plan de contrôle avec l'indice de révision.

- les prochaines échéances des requalifications périodiques des générateurs de vapeur Babcock Wanson n° de fabrication 18045 et 18049 sont erronées ;

- la colonne « soumis à réévaluation » n'a plus lieu d'être depuis l'entrée en vigueur le 01/01/2018 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 et la disparition de la notion de réévaluation périodique.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'Inspection une liste des équipements sous pression conforme aux prescriptions de l'article 6-III de l'arrêté du 20/11/2017.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 2 : Programme de contrôle**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection cathodique

#### **Prescription contrôlée :**

##### **Article 15-III**

Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas été mesure de présenter à l'Inspection le programme de contrôle du tronçon enterré de la tuyauterie entre le poste de livraison GrDF et la sortie de sol devant la chaufferie avec les caractéristiques suivantes :

Fabricant : CORETEC

DN 150

n° de fabrication : 150-GN-001

PS : 4 bar

Par ailleurs, les tuyauteries en acier enterrées doivent être équipées d'une protection cathodique. Par exemple, la norme NF EN 15001-1 (février 2023) répond à cette exigence :

*Infrastructures gazières - Canalisations d'installations de gaz avec une pression de service supérieure à 0,5 bar pour les installations industrielles et supérieure à 5 bar pour les installations industrielles et non industrielles (domestiques et commerciales)*

*Partie 1 : exigences fonctionnelles détaillées relatives à la conception, aux matériaux, à la construction, à l'inspection et aux essais*

**8.8.3.3 Protection cathodique pour tuyauterie en acier au carbone****8.8.3.3.1 Généralités**

*La canalisation en acier au carbone doit comporter un système de protection cathodique conforme à l'EN 12954:2019*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'Inspection le programme de contrôle du tronçon enterré de la tuyauterie entre le poste de livraison GrDF et la sortie de sol devant la chaufferie, ainsi que le système mis en place pour protéger ce tronçon de la corrosion.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Accessoires de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3-V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Disque de rupture

**Prescription contrôlée :****Article 3-V**

Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.

La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables.

<p>Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger.</p> <p>Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a constaté que la cuve de stockage « EPPI non confinée » du fabricant Chalvignac Industries n° de fabrication : R714.000 - 20 m<sup>3</sup> avec les caractéristiques suivantes (voir photo ci-après) :</p> <p>PS : Atm./+1,321 bar  TS : +10/+125°C  volume : 21185 litres  n'est pas protégée contre les risques de surpression (dépassement de la PS).  L'accessoire de sécurité protégeant cette cuve est un disque de rupture avec les caractéristiques suivantes (voir photo ci-après) :</p> <p>fabricant : REMBE  lot : 2108369  pression nominale de rupture : 3,03 bar à 22°C et 2,70 bar à 150 °C.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera que la cuve de stockage « EPPI non confinée » du fabricant Chalvignac Industries n° de fabrication : R714.000 - 20 m<sup>3</sup> est bien protégée contre les risques de surpression.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Surveillance de marché

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 15/05/2014, article 5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de marché</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5. Marquage CE et déclaration UE de conformité  [...]</p> <p>5.2.  Le fabricant établit une déclaration UE de conformité écrite concernant le modèle d'équipement sous pression et la tient, accompagnée de la documentation technique, à la disposition des autorités nationales pendant dix ans à partir du moment où l'équipement a été mis sur le marché. La déclaration UE de conformité précise l'équipement sous pression pour lequel elle a été établie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que la tuyauterie du fabricant Collard Trolart « Nourrice DN 400 » n° de</p>

fabrication C2002020 a été calculée selon le CODAP 2010 qui concerne les récipients sous pression et a fait l'objet d'une procédure d'évaluation de la conformité relative à une tuyauterie de catégorie II (PS 9 bar et DN 400).

Ces informations inscrites sur la plaque fabricant (voir la photo ci-après) ne sont donc pas cohérentes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection la déclaration UE de conformité selon la directive 2014/68/UE.

Ce document sera susceptible d'être transmis au Pôle de Compétence Appareils à pression de la zone Sud-Est en ce qui concerne la surveillance de marché.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois